

Le référendum d'initiative citoyenne : l'enjeu manqué de l'élection présidentielle de 2022 ?

ifop

ESPOIR
RIC
2022

Embargo de diffusion : JEUDI 10 FEVRIER A 7H00

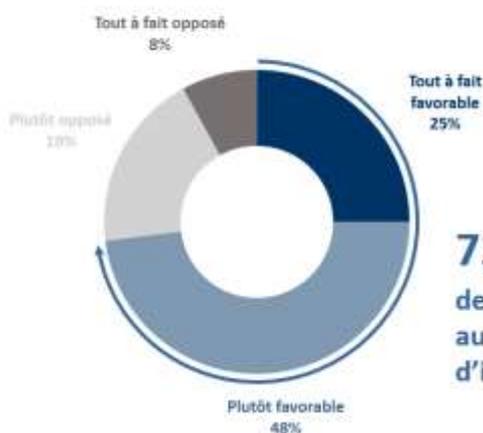
A l'heure de la récolte des 500 signatures nécessaires pour se présenter à l'élection présidentielle de 2022, l'association [Espoir RIC](#) et sa candidate [Clara Egger](#) publient une enquête permettant de mesurer le soutien des Français à la création d'un référendum constituant d'initiative citoyenne mais aussi d'évaluer l'importance d'une telle mesure dans le vote des Français pour l'élection. Réalisée par le pôle « Politique/Actualités » de l'ifop auprès d'un échantillon national représentatif de 1 500 Français, cette étude révèle à la fois l'ampleur du soutien des Français à cette proposition de « RIC » encore peu médiatisée dans la campagne présidentielle et montre que le sujet n'est pas une question secondaire dans l'opinion.

LES CHIFFRES CLÉS

1. **Confirmant une tendance observée dès 2017**, près de trois quart des Français (**73%**) se déclarent favorables à ce que 700 000 citoyens puissent soumettre à référendum une révision d'un article de la Constitution, un outil plus connu sous le nom de « RIC ». Ce sont même **25% des répondants qui s'y déclarent « tout à fait favorable »**, marquant l'importance d'un large socle de soutien à la mesure.

L'ADHESION AU REFERENDUM CONSTITUTIONNEL D'INITIATIVE CITOYENNE

QUESTION : Seriez-vous favorable ou opposé à ce que 700 000 citoyens puissent soumettre à référendum une révision d'un article de la Constitution ?



73%
des Français se déclarent favorables
au référendum constitutionnel
d'initiative citoyenne

2. Alors que l'élection présidentielle organise la confrontation d'électorats parfois radicalement opposés sociologiquement, l'idée du « RIC » se révèle largement soutenue par tous les âges, toutes les catégories sociales à un niveau similaire. Politiquement, des différences notables marquent le soutien d'électorats actuellement mal représentés dans les institutions françaises (présidence de la République, Parlement) à un outil d'initiative citoyenne : **40%** des potentiels électeurs Jean-Luc Mélenchon mais aussi **35%** des électeurs Zemmour et **34%** des électeurs Marine Le Pen s'y déclarent « tout à fait favorables ».

LA PLACE ACCORDEE AU RIC CONSTITUANT DANS LE VOTE POUR L'ELECTION PRESIDENTIELLE DE 2022

QUESTION : Quelle importance aura cette proposition sur votre vote lors de l'élection présidentielle de 2022 ?



- Alors que les enjeux de sécurité, d'immigration et de pouvoir d'achat « trustent » les débats de la campagne présidentielle, la question de la réforme des institutions et de la démocratie semble absente alors même que l'abstention a marqué les élections intermédiaires du quinquennat d'Emmanuel Macron et que la crise des Gilets jaunes avaient mis en avant des débats le « RIC ». Pour **61%** des Français inscrits sur les listes électorales, la proposition d'un référendum constitutionnel d'initiative citoyenne aura une importance dans le vote lors de l'élection présidentielle, dont **12%** pour qui elle sera même une proposition « déterminante ».

Le point de vue de Paul Cébille, chargé d'études Senior au Pôle Politique & Actualités de l'Ifop

Dans une note publiée en avril [2017](#), avant même l'élection d'Emmanuel Macron, l'IFOP mettait déjà en valeur la profonde volonté des Français de réformer les institutions de la Ve République, que ce soit pour atteindre une meilleure probité du personnel politique mais surtout pour investir plus directement les institutions de la Ve République via la démocratie directe, le référendum.

L'enseignement principal de ce sondage est que les Français témoignent sur la question du « RIC » constituant d'une opinion qui transcende les clivages socio-politiques. Une très large majorité y est favorable, en particulier les Français qui pensent pouvoir profiter d'un outil indépendant des parlementaires pour pouvoir se faire entendre démocratiquement. Rares sont les sujets consensuels dans l'ambiance politique actuelle de la campagne présidentielle.

Justement, notre étude montre surtout que ce large soutien se couple à l'importance accordée à une telle mesure dans le vote des Français pour l'élection présidentielle de 2022. La question du « RIC » s'est effacée depuis 2018, notamment face à la pandémie, tout en restant pour les Français un enjeu important à discuter d'ici l'élection. La candidature d'Espoir RIC tente de répondre à cette absence et aux aspirations des Français dans ce domaine.

Paul Cébille

Chargé d'études Senior au Pôle Politique & Actualités de l'Ifop

Le point de vue de Raul Magni-Berton, directeur de campagne d'Espoir RIC 2022

Contrairement aux sondages qui ont eu lieu sur le RIC, celui-ci pose explicitement la question du contrôle direct par les citoyens des textes constitutionnels, qui sont les plus fondamentaux. Les résultats confirment un soutien d'environ trois quart des Français à l'idée de pouvoir contrôler directement l'avenir de leur pays.

Nous avons aussi posé la question de l'importance que cette mesure va avoir dans leur choix de vote. Nous manquions de cette information, ce qui a permis d'imaginer qu'en dépit du soutien massif, cet enjeu pourrait s'avérer trop abstrait pour compter aux yeux des Français. Bien que seulement 12% d'entre eux le considèrent déterminant, 61% considèrent qu'il s'agit d'un enjeu important. Pourtant, il risque de n'être porté par aucune candidature au premier tour de l'élection présidentielle de 2022.

A propos d'Espoir RIC

Espoir RIC est un mouvement politique qui promeut la souveraineté populaire à travers l'instrument du Référendum d'initiative citoyenne constituant. Il a porté à l'élection présidentielle 2022 la candidature de Clara Egger, afin de donner une voix à cette exigence largement partagée mais oubliée par nos représentants politiques.

POUR CITER CETTE ETUDE, IL FAUT UTILISER A MINIMA LA FORMULATION SUIVANTE :

« Étude Ifop pour [Espoir RIC](#) réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 3 au 5 février 2022 auprès d'un échantillon de 1 503 Français âgés de 18 ans et plus. »

CONTACTS PRESSE IFOP :

IFOP - Pôle « Actualités & Politique »

Paul Cébille

Tel. : 06 31 52 38 27

Mail : paul.cebille@ifop.com